

Septembre 2026 - <https://onpe.france-enfance-protgee.fr/>



Pratiques observées

Ce mois-ci l'ONPE a mis en ligne sur son site deux dispositifs :

- École Pier Giorgio Frassati - Dispositif de raccrochage scolaire

Le projet vise le raccrochage scolaire par le (re)tissage d'un lien de confiance de l'enfant avec l'institution scolaire. Il s'appuie notamment sur les principes de la pédagogie institutionnelle et sur la mobilisation de l'ensemble de la communauté éducative.

- Les enfants de Bohème - Service de soutien des parrains, des accueillants durables et bénévoles et des tiers dignes de confiance

L'objectif de ce service est de sécuriser le parcours des enfants protégés et de prévenir les ruptures en soutenant les liens affectifs durables issus des solidarités familiales et citoyennes.

En savoir plus



RDV de l'ONPE

Le 8 octobre 2026

L'accueil par un proche en protection de l'enfance : fondements, sens et évolutions.

Inscrivez-vous !

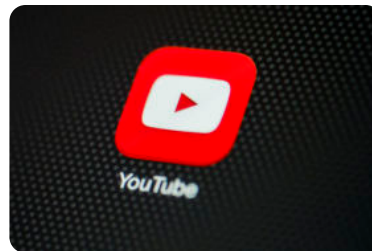
[En savoir plus](#)



Webinaire ONPE

Le prochain «Articuler recherches et pratiques» portant sur la participation des parents en protection de l'enfance aura lieu le **17 novembre prochain.**

[En savoir plus](#)



Chaîne YouTube

Découvrez notre dernière vidéo mise en ligne :

Les coopérations territoriales face à l'exploitation sexuelle des mineurs.

[En savoir plus](#)

Études et recherche

Appel à projets 2026

Le conseil scientifique de l'ONPE a sélectionné quatre projets de recherche dans le cadre de l'appel à projets ouvert 2026 :

- « Écouter, participer, transformer : expériences de participation collective des enfants en protection de l'enfance » sous la direction d'Élodie Faisca
- « ECP-PE : Évaluation des capacités parentales en protection de l'enfance » sous la direction de Camille Danner Touati
- « Parcours de vie et proxénétisme sur mineures – PARPROX » sous la direction de Bénédicte Lavaud-Legendre
- « REFAMI92 : Retour en famille pendant la minorité : vécus et parcours des familles suite à une mesure judiciaire de protection de l'enfance dans le département des Hauts-de-

Agenda

8-9 oct. 2026 - Paris

Familles plurielles, accompagnement singulier ?

Forum organisé par le CNDPF

[En savoir plus](#)

12 oct. 2026 - Lyon

La protection de l'enfance à la croisée des chemins : réformer, refonder, se réinventer?

[En savoir plus](#)

13 oct. 2026 - Bordeaux

Addictions et périnatalité

[En savoir plus](#)

13 oct. 2026 - Paris

Soutenir les parents pour protéger les enfants : penser les parcours en complémentarité

[En savoir plus](#)

Santé mentale

La Mission Recherche (MiRe) de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) en partenariat avec l'Observatoire national du suicide (ONS) et l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) lancent un appel à projets de recherche scientifique intitulé « **Requestionner la santé mentale : des souffrances psychiques aux conduites suicidaires** ». La date limite de candidature : lundi 30 novembre 2026.

[En savoir plus](#)

Études et statistiques

Données de la DREES

La Drees publie des premiers résultats sur les bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance fin 2025, accompagnés de séries longues. Fin 2025, l'ASE comptabilise 411 700 mesures, soit une légère hausse de +1,2 % par rapport à 2024. Le nombre d'actions éducatives en milieu familial progresse fortement (+6,8 %), tandis que le nombre de jeunes accueillis hors de leur milieu diminue (-3,4 %). Cette évolution s'explique notamment par une décision juridique requalifiant le placement éducatif à domicile (PEAD) en action éducative. Le nombre de mineurs accueillis baisse (-5,4 %), porté par la nette diminution des mineurs non accompagnés (MNA). À l'inverse, l'accueil des jeunes majeurs augmente (+8,5 %), soutenu par le cadre de la loi du 7 février 2022 et le

4-5 nov. 2026 - Paris

Vulnérabilités plurielles, acteurs multiples : les défis de la coopération dans l'intérêt de l'enfant

Les RTPE en Outre-mer

[En savoir plus](#)

Textes et travaux parlementaires

- Mobiliser l'Apadhe pour les élèves confiés à l'Aide sociale à l'enfance temporairement empêchés de fréquenter leur école ou leur établissement scolaire / [Instruction BO EN](#) du 16/9/26
- [Instruction n° DGCS/SD2C/2026/127 du 31 août 2026](#) relative à l'animation des comités départementaux des services aux familles (CDSF) et au renouvellement des schémas départementaux des services aux familles (SDSF)
- Former l'ensemble des personnels pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles dans le cadre de la mise en œuvre du programme EVAR-S / [Circulaire BOEN](#), 24/8/26
- [Arrêté du 13 août 2026](#) encadre la procédure applicable pour l'affiliation d'un enfant confié à l'aide sociale à l'enfance (ASE) à l'assurance maladie.
- [Décret n° 2026-786 du 12 août 2026](#) fixant le montant de la contribution financière des départements au fonctionnement du groupement d'intérêt public « France enfance protégée » au titre de l'année 2026

passage à la majorité d'anciens MNA.

[En savoir plus](#)

Evènements



Refondation de la politique de protection de l'enfance

Céline Greco a remis à Stéphanie Rist, ministre de la Santé, des familles, de l'autonomie, et des personnes handicapées, et à Gérald Darmanin, ministre de la Justice, le rapport du comité scientifique permanent pour la refondation de la protection de l'enfance. Ce rapport propose à la fois de nouvelles mesures, le renforcement de dispositifs existants, mais aussi la généralisation des initiatives territoriales probantes recensées par le Comité scientifique. Son ambition est de mettre fin à une politique de protection de l'enfance construite par empilement successif de dispositifs sectoriels, en substituant à cette fragmentation une approche de parcours.

[Lire le rapport](#)

Repères pour la transformation de l'offre en protection de l'enfance

Cette publication élaborée par l'Igas dans le cadre d'une mission d'appui à la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) concerne

Du côté des ministères

[CP](#) : la CIIVISE et le Gouvernement lancent une campagne nationale de sensibilisation à la sextorsion / Ministère des solidarités, 28/9/26

[- CP](#) : protection de l'enfance | le gouvernement réunit pour la deuxième fois le comité stratégique interministériel pour poursuivre la refondation / Ministère des solidarités, 22/9/26

[- CP](#) : petite enfance | Stéphanie Rist annonce un plan d'urgence de 90 millions d'euros pour soutenir les crèches et l'accueil individuel / Ministère des solidarités, 21/9/26

[- CP](#) : intelligence artificielle et protection des mineurs | Sarah El Haïry, haut-commissaire à l'Enfance, lance une dynamique collective avec associations et entreprises pour construire une IA protectrice des enfants / Ministère des solidarités, 18/9/26

[- CP](#) : Édouard Geffray, ministre de l'Éducation nationale, et Sarah El Haïry, haut-commissaire à l'Enfance, publient Les clés de l'enfance 3-6 ans, un guide pour accompagner les parents dans les premières années de scolarité / ministère du travail et des solidarités, 4/9/26

[- Justice des mineurs](#) | les premières unités judiciaires à priorité éducative entrent en fonction / Ministère de la justice, 1/9/26

[- CP](#) : Lutte contre les violences intrafamiliales et sexuelles : le Gouvernement lance une campagne de sensibilisation sur toutes les aires d'autoroute et de

l'expérimentation d'une démarche de transformation de l'offre en protection de l'enfance engagée en 2025 dans deux départements, La Gironde et le Var. Son objectif est de faire bénéficier des départements souhaitant s'engager dans une transformation de l'offre d'un retour sur expérience des départements expérimentateurs ; de mobiliser d'autres approches permettant de nourrir la réflexion collective ; d'offrir des repères à la fois sur le fond de la démarche et sur son accompagnement ; de faire émerger des questionnements et des orientations plutôt que de proposer des dispositifs « clef en main » ; de venir en complément des formats d'échange et de réflexion qui pourraient exister par ailleurs sur ces mêmes sujets. [En savoir plus](#)



PROTECTION DE L'ENFANCE

Publié le 25 septembre 2026

Lutte contre la sextorsion : lancement de la campagne de sensibilisation

Avec l'avènement des réseaux sociaux, de nombreux jeunes sont victimes de sextorsion. Cette pratique illégale prend la forme d'un...



Europe

Ce que prévoit le Kids act

repos / Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, 25/8/26

- [CP](#) : Le plan de Sarah El Haïry pour mieux protéger les enfants sur les réseaux sociaux / Ministère du travail et des solidarités, 11/8/26

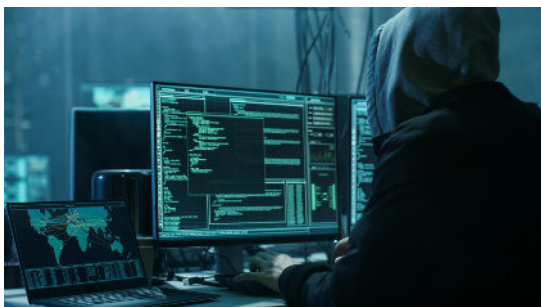
- [CP](#) : L'UE réautorise la détection d'images pédopornographiques par les plateformes, sauf dans les échanges chiffrés, au 1er août 2026 / Ministère des solidarités, 3/8/26

Appels à contributions

La Fédération régionale de recherche en psychiatrie et santé mentale des Hauts-de-France (F2RSM Psy) élabore actuellement un état des connaissances consacré aux publics particulièrement vulnérables au risque suicidaire, parmi lesquels figurent les jeunes accompagnés par l'Aide sociale à l'enfance. À la croisée de la recherche et du terrain, cette démarche s'articule autour de quatre axes : les facteurs de vulnérabilité, les principaux indicateurs relatifs au suicide, la valorisation d'une initiative de prévention menée en Hauts-de-France et la contribution d'un chercheur, d'un étudiant ou d'un professionnel disposant d'une expertise sur le sujet. Vous travaillez sur une recherche sur le sujet ou connaissez un dispositif de prévention du suicide auprès des jeunes accompagnés ? Pour contribuer à ce travail de documentation :

La proposition législative européenne intitulée "EU Kids Act" adoptée par la Commission européenne le 17 septembre 2026 vise à interdire dans l'Union européenne l'accès aux plateformes des médias sociaux pour les enfants de moins de 13 ans. Face au constat de la baisse des niveaux scolaires chez les jeunes liée en partie à une forte fréquentation des réseaux sociaux le Kids Act entend renforcer les obligations et la responsabilité des fournisseurs d'accès par de nouvelles dispositions avec : une interdiction pour les plateformes de donner accès aux réseaux sociaux aux enfants de moins de 13 ans ; un contrôle parental pour les enfants entre 13 et 15 ans avec une limitation à une heure par jour du temps passé sur les réseaux et une limitation du nombre de contacts ; la possibilité pour les enfants de créer leur propre compte sur les réseaux sociaux à partir de l'âge de 15 ans ; une interdiction aux plateformes de mettre en place des fonctionnalités addictives et des fils de recommandations fondés sur le profilage; une désactivation par défaut des compagnons d'intelligence artificielle (IA) et des chatbots ainsi que l'accès à la caméra et au microphone. [En savoir plus](#)

Institutions



Avis Cyberpédocriminalité

Publications

- [CP](#) | France : des experts de l'ONU appellent à renforcer la protection des enfants victimes de violences sexuelles et des parents protecteurs / 28/9/26
- [Article](#) - Harcèlement scolaire et santé mentale des jeunes / Ministère du travail et des solidarités, 10/9/26
- [Feuille de route](#) - Stratégie nationale de santé sexuelle 2017-2030 / Ministère de la santé, 7/9/26
- [Article](#) - Mortalité chez les enfants de moins de 5 ans : revue systématique et méta-analyse / JAMA network open, 2/9/26
- [Jeux de données](#) - Données nationales et départementales sur l'activité et les personnels des services départementaux de PMI en 2024 / Drees, 28/8/26
- [Appel à projets](#) pour la création d'une structure expérimentale pour les mineurs confiés à l'ASE ou à la PJJ du Var / Préfet du Var, 26/8/26
- [Baromètre « enfants à la rue »](#) / UNICEF, août 2026
- [Rapport](#) - Organisation de la périnatalité dans les territoires : affirmer une logique de santé publique / IGAS, 4/8/26. Ce rapport de l'IGAS révèle une hausse préoccupante de la mortalité infantile en France.
- [Enquête](#) - Les parents face à l'activité numérique de leurs adolescents / Credoc, juillet 2026.

La cyberpédocriminalité n'est pas un sujet périphérique de la protection de l'enfance : elle traverse désormais la plupart des situations de violences sexuelles faites aux enfants, qu'il s'agisse de leur commission, de leur prolongement ou de leur mode de révélation. Aussi la Ciivise recommande de faire de cette dimension numérique un axe explicite et structurant des politiques de protection de l'enfance, de sécurité intérieure, de justice et de santé, articulé avec les travaux déjà engagés dans le cadre de l'avis ASE et du rapport du groupe miroir.

[Lire l'avis](#)

Parutions

Santé mentale des jeunes

L'Injep a publié dans sa collection *soutien à la recherche* une revue de littérature intitulée *comprendre la santé mentale des jeunes*. Articles de presse, émissions, prises de position de professionnels et d'acteurs du champ alertent sur un état jugé très dégradé, notamment depuis la crise sanitaire du covid-19. L'enjeu de cette revue de littérature est double : objectiver les réalités empiriques de l'état de santé mentale des jeunes et analyser la construction sociale et politique contemporaine de la « crise » de la santé mentale des jeunes. [En savoir plus](#)

Repères pratiques HAS

La Haute autorité de santé a publié un guide méthodologique intitulé *Recueillir et prendre ne compte le point de vue des enfants de la naissance à 6 ans*. Recueillir et prendre en compte ce point de vue, c'est reconnaître leur individualité

ainsi que la légitimité de leur vécu et de leur ressenti. Cette démarche contribue au respect de leurs droits fondamentaux et à l'amélioration de la qualité de leur accompagnement.

[Lire le guide](#)

France Enfance Protégée



Journée nationale de rencontre ASE pédopsychiatrie

Le 15 septembre 2026, plus de 800 personnes ont suivi cette journée consacrée à l'évaluation et à l'accompagnement des effets traumatiques des maltraitances infantiles, organisée par l'ONPE et la SFPEADA (Société Française de Psychiatrie de l'Enfant et de l'Adolescent). L'objectif de cette journée était de poursuivre le dialogue, le partage d'expériences et la réflexion collective sur les coopérations entre la protection de l'enfance et la pédopsychiatrie, dans un contexte du plus en plus complexe.



<http://www.linkedin.com/company/franceenfanceprotegee>

*Lettre réalisée par Françoise Delahaye, documentaliste sous la direction de Grégory Dubois, directeur de l'ONPE
Copyright © 2026 Observatoire national de la protection de l'enfance, All rights reserved.*